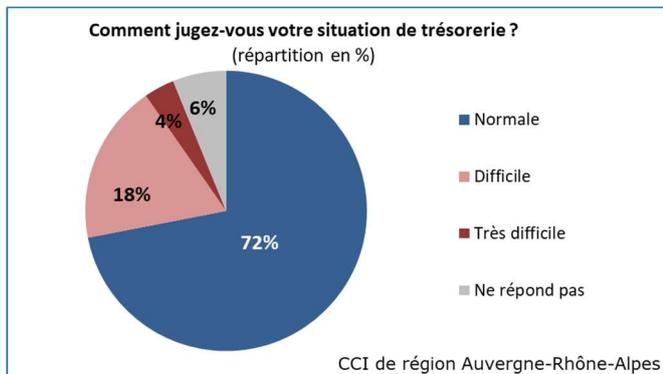
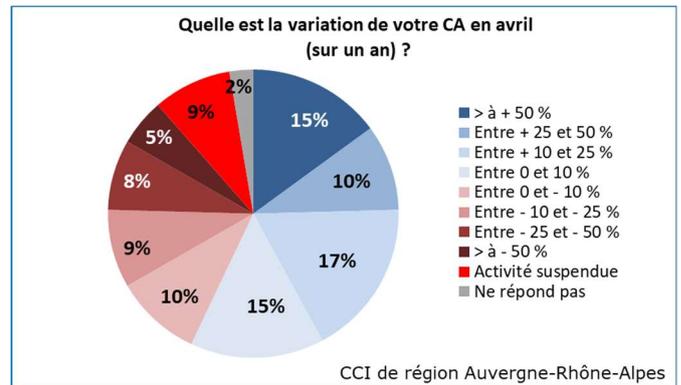


Observatoire économique Crise COVID-19

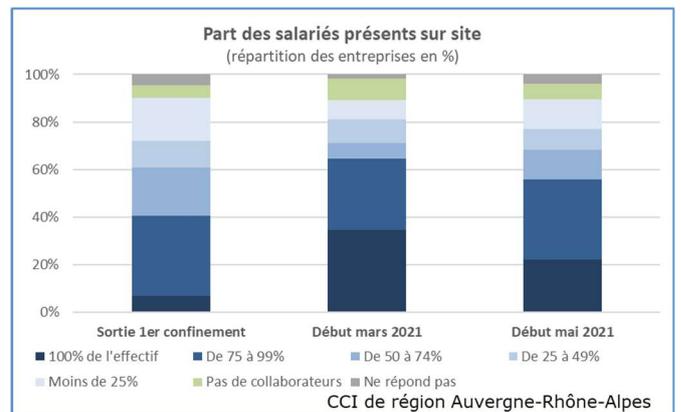
Cette note analyse les réponses de **114 dirigeants d'entreprises, membres élus des CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes**, à une enquête sur les conséquences économiques de la crise Covid-19. 41 dirigent une entreprise industrielle, 43 sont des prestataires de services et 30 des commerçants. L'enquête a été menée du **3 au 11 mai 2021**.

Du fait du 3^e confinement, **9 % des entreprises ont été en suspension d'activité en avril et 22 % en activité réduite**. En termes de variation du chiffre d'affaires sur un an, en comparaison avec le mois d'avril 2020 déjà marqué par un confinement, la situation est hétérogène. Une **majorité des entreprises enregistre une hausse, dont ¼ avec une progression d'au moins 25 %**. **10 % des répondants se disent en suractivité (+ 3 points par rapport à début mars)**. 41 % des entreprises ont été sans activité ou en baisse de chiffre d'affaires, dont une bonne part en forte baisse. Logiquement, compte tenu des fermetures administratives, c'est dans le commerce que la situation est la plus différenciée.



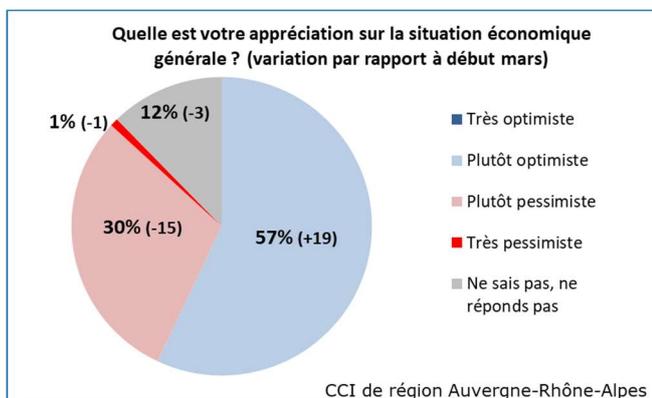
La part des entreprises qui se disent, début mai, en difficultés de trésorerie **repart un peu à la hausse : 22 % (soit + 3 points en deux mois)**. C'est pour les services que la fréquence des difficultés est la plus élevée (28 %, dont 7 % en situation très difficile). L'insuffisance du chiffre d'affaires demeure la cause la plus fréquente des difficultés (3/4 des cas). L'allongement des délais de règlement des clients est la 2^e cause la plus fréquente (1/3 des cas) mais elle est en recul. On note une **progression des difficultés liées au financement de la croissance de l'activité** (16% des cas, + 4 points). Les difficultés d'accès aux financements bancaires restent peu fréquentes (4 % des répondants).

Compte tenu du protocole sanitaire renforcé, la **part des salariés en situation de télétravail est remontée**. Début mars, 64 % des entreprises avaient au moins 75 % de leurs salariés présents sur site. La proportion descend à 56 % début mai (38 % seulement dans les services). Cette proportion reste toutefois sensiblement au-dessus de la situation du 1^{er} confinement. Dans leurs commentaires spontanés sur les freins au développement de leur activité, des entreprises mettent en avant **les difficultés liées à l'ampleur du télétravail**, pas seulement pour l'organisation de leur process interne mais aussi dans leurs interactions avec la clientèle : « absence de personnel sur le site du client », « difficile de contacter de nouveaux prospects ».

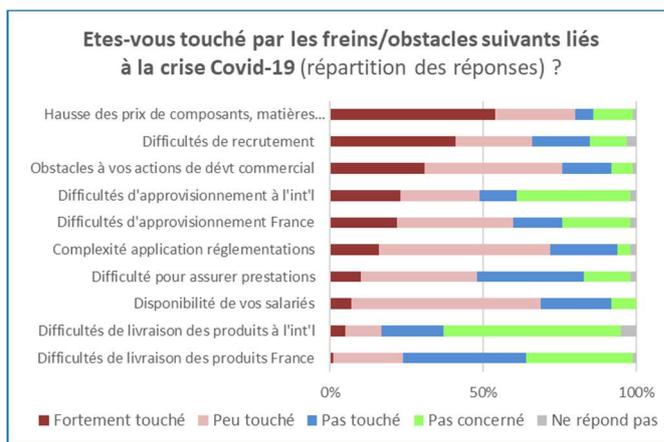




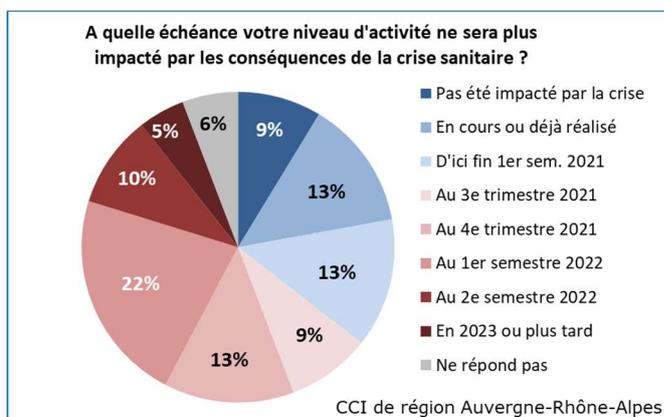
Les entreprises sont plus touchées que début mars par des freins à leur développement. La **hausse du prix** de matières premières et fournitures touche fortement plus d'une entreprise sur deux, dont la quasi-totalité des industriels. Les **difficultés d'approvisionnement** touchent fortement 1/4 des répondants (+10 points en 2 mois) pour divers produits : métaux, plastiques, bois, composants électroniques, accessoires de jardin... Des cas de fermeture d'usine pour cette raison sont cités. Les **difficultés de recrutement** sont aussi en nette progression, avec 41 % des répondants fortement touchés (+ 20 points en 2 mois), ainsi que les **problèmes de disponibilité des salariés**. Des entreprises alertent sur les besoins en ressources humaines pour la reprise.



D'ici fin juin, **35 % des entreprises ne devraient plus être impactées par la crise sanitaire**, soit qu'elles ne l'aient jamais été, soit qu'elles soient tirées d'affaire. C'est dans les services que la proportion est la plus élevée. Pour les autres entreprises, on note en revanche une tendance au **report de la sortie de crise** par rapport à la dernière interrogation en décembre dernier : la sortie de crise serait ainsi pour le 2^e semestre 2021 pour 22 % des entreprises (- 17 points) et pour 2022 pour 32 % (+ 19 points). Mais quand la perspective de sortie de crise est pour 2022, c'est plus fréquemment au 1^{er} semestre qu'au 2^e.



Malgré les contraintes du 3^e confinement et la montée des freins au développement de l'activité, **l'appréciation sur la situation économique générale est en amélioration**. Début mai, une **majorité des répondants se dit plutôt optimiste** sur cette situation économique (+ 19 points en deux mois). Aucun répondant ne se dit néanmoins très optimiste. La situation est la mieux orientée dans l'industrie puis dans les services. Elle reste plus mitigée et incertaine dans le commerce. Outre le risque d'obstacle à la reprise lié aux difficultés de recrutement, dans leurs commentaires spontanés, des entreprises évoquent les risques d'inflation et la menace sur les marges, liés à la hausse du coût des matières premières et composants.



Pour favoriser cette sortie de crise, plusieurs entreprises appellent dans leurs commentaires spontanés à une **accélération de la vaccination**, certaines suggérant un rôle plus important donné à la Médecine du travail pour ce faire.

Questionnés sur **l'évolution du dispositif d'aides** dans le contexte de sortie de crise, une large majorité des répondants (près des 2/3) se prononce pour une **prolongation jusqu'à la fin de l'année**. L'opinion est majoritaire dans tous les secteurs d'activité mais c'est dans les services qu'elle atteint le niveau le plus élevé (70 %). Une nette majorité (les 2/3) se dit aussi pour une modification des critères d'éligibilité pour **concentrer le soutien sur les entreprises les plus en difficulté**. Le niveau d'approbation est moins net (46 %) pour la création de nouvelles aides pour des difficultés non couvertes, avec un niveau important de répondants qui ne se prononcent pas, sans doute du fait d'une non-connaissance de ce type de situation.